



## Une grève qui compte

La grève de 28 jours des salariés de Radio France, tous métiers confondus, a permis de faire reculer la direction sur certains de ses projets (externalisation ou fusion des orchestres, réforme de la production, réforme du service entretien).

Pendant plus de trois semaines, la grève a aussi porté l'exigence d'un financement du service public de la radio qui permette de continuer à offrir des programmes et une information de qualité, divers, pluralistes. Des programmes et une information qui ne soient pas seulement dictés par l'audimat mais avant tout par le respect de nos missions.

Cette grève a surtout montré la volonté des salariés de ne pas se laisser imposer un projet qui prévoit la suppression de 330 emplois au seul motif des restrictions budgétaires. Les points sur lesquels la direction n'a pas cédé (syndication sur France Bleu, externalisation rampante de certains services) touchent aux effectifs. Car dans le grand mouvement de redéploiements et de restructuration qui succéderait à des départs volontaires, la direction sait bien, même si elle ne le dit pas, où les emplois seront au final supprimés. Les rédactions ne seront sans doute pas épargnées. C'est pourquoi les journalistes avaient toute leur place dans ce mouvement. Si nous voulons rejeter les suppressions d'emplois, c'est en se battant tous ensemble, tous métiers confondus que nous pourrons y arriver. Si nous nous divisons, tout le monde y perdra.

Un travail en intersyndicale doit continuer. C'est le souhait du SNJ-CGT. Une intersyndicale qui ne sera que plus forte si elle continue d'être entourée, portée, questionnée par les salariés de Radio France. Nous aurons besoin de toutes les ressources et énergies disponibles pour contrer le projet de la direction.

Une nouvelle étape s'ouvre maintenant, celle de la médiation imposée par la grève. Elle n'est pas sans danger. La CGT y défendra l'emploi, tous les emplois, ceux des journalistes comme ceux des autres métiers. Et s'il faut pour cela un nouveau temps fort de mobilisation, la CGT sera présente.

Paris le 16 avril 2015